

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**DEPARTEMENT DE L'AVEYRON**  
**Arrondissement de RODEZ**  
**Canton CAUSSE COMTAL**  
**Commune de RODELLE**

**ARRETE DU MAIRE N° 2024-44**  
**portant réglementation des heures de mise en service/coupure de l'éclairage**  
**public sur le territoire de la commune de RODELLE**

**Annule et remplace l'arrêté n°2024-01 du 10 janvier 2024**

Le Maire de la commune de RODELLE ;

VU l'article L2212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui charge le Maire de la police municipale ;

VU l'article L2212-2 du CGCT relatif à la police municipale dont l'objet est d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques et notamment l'alinéa 1° dans sa partie relative à l'éclairage ;

VU le Code Civil, le Code de la Route, le Code Rural, le Code de la Voirie Routière, le Code de l'Environnement ;

VU la Loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et notamment son article 41 ;

VU la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et notamment son article 189 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de RODELLE en date du 1<sup>er</sup> septembre 2022.

VU les normes : NF C 15-100 relative à la sécurité, au bon fonctionnement des installations électriques basse tension et aux besoins normaux des usagers, NF C 17-200 relative aux installations d'éclairage extérieur, NF EN 60-598 relative aux luminaires, guirlandes et projecteurs ;

VU les normes EN 13201 relatives à l'établissement de prescriptions sur les zones de circulation dans les espaces publics extérieurs dans le but d'assurer la sécurité des usagers, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes ;

CONSIDERANT la nécessité de lutter contre la pollution lumineuse, les émissions de gaz à effet de serre et l'insécurité, d'engager des actions volontaristes en faveur des économies d'énergie et de la maîtrise de la demande en électricité, et, considérant que, à certaines heures, l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue ;

**ARRETE**

**Article 1 :** pour un éclairage public nécessaire, suffisant et durable, celui-ci sera interrompu aux lieux, dates et heures suivantes :

- Sur l'ensemble du territoire communal, hameaux compris : **de 23 H à 6 H, Excepté au carrefour de Bezannes ainsi que le long de la départementale n° 20 à Saint Julien de Rodelle**
- **Excepté dans la nuit du 14 au 15 juin 2024, dans celle du 15 au 16 juin 2024 et dans celle du 16 au 17 juin 2024** pour les horloges astronomiques D, E et F à Bezannes, à l'occasion du Festival « Les Torchons et les Serviettes »
- **Excepté dans la nuit du 30 août au 31 août 2024, dans celle du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre 2024 et dans celle du 1<sup>er</sup> au 2 septembre 2024** pour les horloges astronomiques A et B à Saint Julien de Rodelle, à l'occasion de la Fête du Village

**Article 2 :** Le secrétaire de mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans le recueil des actes administratifs et dont une publicité des dispositions sera faite par voie de presse. Ils sont également chargés d'en adresser une copie pour information et pour suite à donner à :

- Monsieur le Préfet de l'Aveyron,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de l'Aveyron,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Aveyron, Direction des Routes et des infrastructures,
- Monsieur le Président du Syndicat Intercommunal d'Energies De l'Aveyron (SIEDA),
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Comtal, Lot et Truyère,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bozouls,
- Monsieur le chef de centre du Service Départemental d'Incendie et de Secours de RODEZ,
- Mesdames et Messieurs les titulaires d'autorisations d'occupation du domaine public communal.

Fait et publié à Rodelle, le 31 mai 2024

Le Maire,  
Jean-Michel LALLE



*Envoi dématérialisé*

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Conformément à l'article R 421-1 du Code de la Justice administrative.

Dans les 2 mois à partir de la notification du présent arrêté, vous pouvez entreprendre :  
- un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale  
Et/ou

- un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication par courrier postal (68 rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 7 ; Téléphone : 05 62 73 57 57 ; Fax : 05 62 73 57 40) ou par le biais de l'application informatique Télérecours, accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>.